



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

26/02/2026

## **Blanchir le RN pour imposer la dictature du capital !**

La mort d'un militant néofasciste et antisémite lyonnais a déclenché une offensive de l'extrême droite, reprise par Macron et son gouvernement, tous emboîtent le pas.

Du Rassemblement national à la droite et du Parti socialiste à la majorité des *média*.

Ils se sont lancés dans une grande campagne idéologique contre le mouvement LFI, les « antifas » et l'extrême gauche, accusés d'avoir une responsabilité morale dans la mort du militant et de propager la « violence en politique ». Les accusateurs n'ont absolument aucun problème avec la violence, dès lors qu'elle sert leurs intérêts, ceux du capital.

A un mois des élections municipales et un peu plus d'un an de l'élection présidentielle, les arrière-pensées électorales de cette vaste campagne sont évidentes.

Pour les uns, à gauche, isoler Mélenchon du reste de la gauche dans le cadre d'une recomposition avec le PS, c'est la continuation de l'alliance lors du vote du budget 2026. Pour la droite, justifier l'alliance avec l'extrême droite, une alternance dans un front dit républicain. On assiste ainsi au blanchiment du RN réhabilité dans le camp des démocrates et des républicains, « *Le Medef aurait basculé au RN avec armes et bagages, murmure-t-on dans les couloirs des ministères.* » écrit le journal Marianne et à une banalisation des idées d'extrême droite. On assiste à une banalisation des idées d'extrême droite. La candidate de droite à la mairie de Marseille reprenant la devise pétainiste « Travail, famille, patrie ». La macroniste Aurore Bergé taxe LFI de « *parti anti-France* », qualificatif de Pétain contre les communistes et les Juifs. Le ministre de l'Intérieur, prompt à interdire des rassemblements de solidarité avec la Palestine, autorise celle de l'ultradroite à défilé dans les rues de Lyon avec leurs chants et leurs saluts nazis. Le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot déclare: notre "modèle" de "démocratie" qui "repose sur un débat public, intègre, vibrant à la lumière de l'information produite par une presse pluraliste, indépendante et libre" est "menacé" par une internationale réactionnaire. Pour l'empêcher, "cela passe par une mise au pas des réseaux sociaux".

L'enchevêtrement de lois toujours plus sécuritaires a pour effet de détricoter et bafouer nos libertés les plus fondamentales. Macron et avant lui, Hollande, ont largement édicté des mesures hautement attentatoires aux libertés allant jusqu'à l'assignation à résidence ou à l'interdiction de séjour. Les normes législatives et réglementaires édictées depuis des décennies sont légion. La peur est devenue un instrument de contrôle politique. L'ensemble de ces droits et libertés, obtenus de haute lutte, sont méthodiquement et systématiquement aliénés. Aujourd'hui sont construites avec toutes ces lois sécuritaires les outils de notre asservissement, le gouvernement de demain a en sa possession tous les outils juridiques lui permettant de surveiller la population et contrôler les opposants politiques.

Ainsi sur l'année 2023 les interdictions de manifester: en janvier contre la réforme des retraites, en juillet suite aux manifestations ayant suivi l'assassinat du jeune Nahel, en octobre en soutien à la lutte des Palestiniens. Des centaines de militants et militantes font face à une répression sur leur lieu de travail et dans leur pratique syndicale visant à réduire au silence toutes celles et ceux défendant l'intérêt général et les travailleurs.

Les politiques menées par les gouvernements successifs ont attaqué les libertés syndicales, les restrictions et les prérogatives des représentants des salariés dans les entreprises, mettant à mal le droit du travail avec la mise en place des ordonnances Macron, les arrestations abusives, le recours à la force. On pourrait parodier une publicité : le FN/RN l'a pensé et Macron/Hollande l'on fait.

Dans la crise du capitalisme et la violence de classe qu'il développe, la question des droits et libertés est au cœur de la lutte de classe.

Il y va de la défense de nos droits démocratiques les plus fondamentaux, de la lutte contre les politiques d'austérité, la précarité croissante, la destruction des services publics, les fermetures d'entreprises et tous les fléaux qu'engendre le capitalisme.

La violence de la guerre sociale menée par les capitalistes se trouve dans l'exploitation quotidienne accompagnée de son cortège de souffrances : bas salaires, précarité et licenciements, violences imposées à des millions de femmes et d'hommes. Lorsqu'ils se révoltent et manifestent le pouvoir aux ordres du capital leur répond par la violence. Le mouvement ouvrier est visé et doit répondre fermement et massivement.

### ***Combattre le patronat, le gouvernement et leurs complices***

Une chose est claire : aucune opposition réelle à l'austérité ne viendra des bancs de l'Assemblée. Les élus et leurs partis politiques n'ont pas la moindre intention de renverser le capitalisme, encore moins de mobiliser les travailleurs contre la politique du gouvernement. Les budgets sont conçus dans l'intention de faire payer la crise aux travailleurs et en faveur des entreprises et des riches.

Les organisations syndicales accompagnent ce mouvement en se liant profondément à ce processus de collaboration de classe au seul bénéfice du patronat, en n'alertant pas les travailleurs et n'organisant pas la lutte qui s'impose pour faire échec à la destruction de la protection sociale. Les syndicats se sont retrouvés cette semaine avec les patrons au sujet de la négociation sur la réforme des ruptures conventionnelles et l'assurance chômage sur la base des 400 millions d'euros d'économie demandée par le gouvernement !

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC avait demandé, lundi, au patronat d'être « loyal » et de négocier ! Le patronat s'est lui fixé pour objectif 1 milliard d'euros d'économies. L'économie de 400 millions avait été acceptée ! *«Les organisations syndicales ont déjà fait leur chemin »*, selon Sophie Binet de la CGT *« nous avons accepté de rentrer dans une nouvelle négociation alors que nous ne le souhaitons pas et qu'il y a un accord qui date d'il y a moins d'un an »*. Le patronat, la CFDT et la CFTC ont signé un accord pour réaliser jusqu'à 900 millions d'euros d'économies ! La CGT et la CFE-CGC ne veulent pas signer tandis que FO attend. Cependant, Il ne suffit pas de refuser de signer, il convient d'organiser la lutte pour faire échec à ce nouveau mauvais coup contre les salariés.

Refuser la collaboration de classe, c'est organiser la riposte , rompre avec le syndicalisme dit rassemblé qui tire vers l'inertie et l'impuissance

Seule la construction d'un rapport de force fera reculer gouvernement et patronat. Seules la rue et la grève peuvent le permettre.

© Copyright